

COMPTE RENDU

Rencontre provinciale – IRCC et fournisseurs de services

Jeudi 2 octobre 2025 – 9 h 30 à 11 h 30 via Zoom

Veuillez trouver la liste de présence en pj.

Horaire	Déroulement
Mot de bienvenue (Élise Edimo, RSIFEO)	Élise Edimo a ouvert la rencontre en remerciant les participants et en soulignant la continuité de la collaboration entre les RIFs et IRCC. Elle a ensuite passée la parole à Christine Charbonneau.
Mot d'accueil d'IRCC (Christine Charbonneau, Directrice du RE ON)	Christine Charbonneau a ouvert son intervention en remerciant chaleureusement les participants pour leur engagement continu au service des nouveaux arrivants. Elle a procédé à une reconnaissance du territoire et a rappelé la signification particulière de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, célébrée le 30 septembre. Elle a souligné l'importance de sensibiliser les nouveaux arrivants à cette histoire afin de bâtir, collectivement, un Canada plus juste, inclusif et respectueux des Premiers Peuples. Christine a ensuite mis en lumière la célébration du 50^e anniversaire du drapeau franco-ontarien, symbole de la force, de la diversité et de la richesse des communautés francophones à travers la province. Consciente des pressions financières et du contexte budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral, elle a tenu à reconnaître les efforts, le professionnalisme et le dévouement des fournisseurs de services, qui continuent d'offrir un accompagnement de qualité malgré les contraintes et les défis liés au financement.
Présentation de l'ordre du jour (Élise Edimo)	Élise a ensuite repris la parole pour présenter l'ordre du jour de la rencontre : 1. Mot de bienvenue (<i>Elise Edimo, RSIFEO</i>);

	2. Mot d'accueil de IRCC (<i>Christine Charbonneau, Directrice du RE ON</i>); 3. Retour et suivis de la rencontre du 14 mai 2025 (<i>Thomas Mercier, RSIFNO</i>); 4. Mise à jour de IRCC (<i>Purvi Acharya</i>); a. Suivi des dossiers prioritaires b. Mise à jour sur la mise en œuvre du SEBAA c. Communauté de pratiques d. Derniers chiffres des résidents permanents depuis avril 5. Retour sur le forum des RIFO (<i>Alain Dobi, RSIFCSO</i>); a. Synthèse des discussions b. Présentation des recommandations formulées 6. Mise à jour du dossier de la coordination nationale et provinciale des TÉE (<i>IRCC</i>); 7. Varia : Discussion et partage des défis, des besoins et des enjeux des services en immigration francophone sur le terrain sous forme de tour de table; 8. Date de la prochaine rencontre et mot de la fin (<i>Christine Charbonneau, Directrice du RE ON, IRCC et Elise Edimo RSIFEO</i>).
Retour et suivis de la rencontre du 14 mai 2025 (Thomas Mercier, RSIFNO)	Thomas Mercier (RSIFNO) a pris la parole pour faire un retour global sur la rencontre du 14 mai 2025, rappelant aux participants les principaux points discutés lors de cette séance. Il a indiqué que la rencontre du 14 mai avait débuté par les mots de bienvenue de Christine Charbonneau (IRCC) et d'Élise Edimo (RSIFEO). Madame Charbonneau avait alors mis l'accent sur le rôle essentiel des fournisseurs de services dans la sensibilisation interculturelle, notamment à l'égard des réalités autochtones, tout en évoquant le contexte de financement et de planification à IRCC ainsi que les changements internes liés aux ressources humaines. Thomas Mercier a ensuite rappelé avoir fait, lors de cette même rencontre, un retour sur la séance du 3 mars 2025, avant de laisser place à la mise à jour d'IRCC présentée par Purvi Acharya et Lisette Stubbins. Cette mise à jour avait porté sur plusieurs volets :

	La nouvelle structure des services d'établissement ; Le mapping des organismes financés à l'échelle provinciale et nationale, avec un accent particulier sur les services francophones ; Les nouveaux fournisseurs financés, les services linguistiques, la gestion de cas et le soutien au bien-être, ainsi que le travail des TÉE (travailleurs d'établissement dans les écoles) ; Le développement des programmes d'information et d'orientation destinés aux nouveaux arrivants. Il a également souligné la présentation d'une carte provinciale illustrant la couverture croissante des services d'établissement francophones, démontrant l'élargissement continu du réseau d'un cycle à l'autre. Thomas a rappelé que la présentation sur les statistiques des résidents permanents francophones en Ontario (2024) avait suscité de nombreuses réactions et échanges de la part des partenaires, notamment Mirella (CESOC), Géraldine (La Cité) et le Centre francophone du Grand Toronto, qui avaient partagé leurs constats de terrain et les défis opérationnels rencontrés. Enfin, il a mentionné l'intervention d'Alain Dobi (RSIFCSO), qui avait invité les partenaires à participer au Forum provincial des RIFO tenu à London les 10 et 11 juin
Mise à jour d'IRCC (Purvi Acharya) • Suivi des dossiers prioritaires • Mise à jour sur la mise en œuvre du SÉBAA • Communauté de pratiques	Purvi Acharya et Lisette Stubbins ont présenté les principaux points de mise à jour d'IRCC : • <i>Suivi des dossiers prioritaires</i> Purvi a rappelé que la date limite pour soumettre les réclamations des mois d'août et septembre est fixée au 15 octobre couvrant les mois d'août et septembre. Elle a remercié les équipes des fournisseurs de services (FS) qui ont déployés des efforts liés à la saisie des données sur iEDEC malgré la frustration engendrée par les défis liés à la plateforme. Les FS qui rencontrent encore des difficultés doivent informer à leur agent de programme. Un courriel de progrès sur la saisie des données sera envoyé au FS par leur agent de programme. Les agents de programme poursuivent les surveillances d'activités, avec un objectif de clôture avant la période des fêtes, et les partenaires sont invités à collaborer étroitement durant l'automne. Christine et Purvi ont également visité quelques FS durant l'été.

- **Derniers chiffres des résidents permanents depuis avril**

Purvi a rappelé que IRCC ne financent pas le système OCASI pour le développement de OCMS, de ce fait, les commentaires doivent être transmis directement à OCASI qui est responsable du suivi et des améliorations.

Le guide du Settling in French in Ontario

Lisette a tout d'abord remercié les personnes qui ont contribué à l'élaboration de ce guide. Le guide *Settling in French in Ontario*, destinée à aider les organismes anglophones à orienter plus efficacement les clients francophones vers les FS francophones de leur région. La version finale du guide sera publiée sous peu, et IRCC espère que cet outil sera une ressource utile et accessible pour faciliter le référencement et renforcer la collaboration entre les fournisseurs anglophones et francophones.

Mise à jour sur les Communautés francophones accueillantes (CFA)

Purvi Acharya (IRCC) a présenté une mise à jour sur la belle initiative des Communautés francophones accueillantes (CFA). Elle a annoncé que les 3 nouvelles communautés francophones de l'Ontario ont été officiellement inaugurées, soulignant le lancement du "Corridor du Nord" à Timmins, auquel elle a eu le plaisir de participer. Elle a salué le travail et l'enthousiasme des équipes locales, notamment celui de Thomas, très engagé dans la promotion et la vitalité de cette initiative.

Deux pages web ont été créées pour offrir une vue d'ensemble des communautés francophones accueillantes et faciliter l'accès à l'information. L'une est réservée à une audience internationale car il y a maintenant plus d'information disponibles pour les clients francophones; une vue d'ensemble sur la communauté avec des informations générales sur la ville ou la région, y compris l'environnement, les commodités locales, services francophones disponibles pour les N.A, programmes communautaires services d'emploi marché du travail local, l'aide à l'établissement et bien d'autres services importants et essentiels pour l'intégration des N.A francophone. L'autre page est dédiée aux partenaires communautaires et les médias pour en apprendre davantage sur l'initiative.

Enfin, elle a mentionné qu'un sondage national mené par l'équipe de la politique francophone est actuellement en analyse, et que les résultats seront partagés dès qu'ils seront disponibles.

Transformation du SÉBAA (Services d'évaluation des besoins et des atouts et aiguillage)

Purvi Acharya (IRCC) a présenté une mise à jour sur la transformation nationale du SÉBAA, un exercice mené conjointement par IRCC et les fournisseurs de services afin d'accroître la cohérence et l'uniformité dans la prestation de ce programme à l'échelle du pays.

L'objectif est de mettre en place, à terme, des modèles de prestation standardisés visant à améliorer l'efficacité et la qualité des services.

Elle a résumé les principaux nouveaux éléments de cette initiative :

- Le déploiement d'un gabarit national d'évaluation standardisé pour le SEBAA et d'un gabarit spécifique pour les réfugiés et des RPG. Ce modèle, désormais interactif, offre davantage de flexibilité aux fournisseurs, leur permettant d'adapter certaines questions au profil du client tout en respectant la structure recommandée.
- La création d'une table nationale de concertation sur la transformation du SEBAA (TCS), dont la première réunion se tiendra en octobre 2025. Le CÉSOC représentera la perspective francophone de l'Ontario à cette table.
- La normalisation et la portabilité des plans d'établissement, afin que les dossiers des clients puissent être transférés plus facilement d'un fournisseur à un autre ou d'une région à une autre lorsque le client déménage.
- La mise en place de communautés de pratique (CdP) locales, qui se concentreront sur les aspects opérationnels et logistiques de la transformation, tandis que la table nationale examinera les orientations stratégiques et les résultats globaux.

Purvi a précisé qu'en Ontario, les discussions pour le lancement des communautés de pratique débuteront à l'automne 2025, et qu'un guide de référence sera partagé prochainement pour soutenir leur mise en œuvre.

Elle a insisté sur l'importance de la participation active des fournisseurs francophones à ces communautés locales, afin d'assurer leur représentation et leur intégration dans le processus de transformation.

Bien que les organismes francophones ne soient pas tenus d'adopter le modèle de FDS, ceux qui le souhaitent pourront le faire si cela correspond aux besoins de leur communauté.

Différences entre la table nationale de consultation et les communautés de pratique locales

	Elle a précisé que la table nationale de consultation constitue un unique espace de concertation à portée nationale, chargé d'examiner les résultats globaux et d'assurer la cohérence du programme à l'échelle du pays. En parallèle, plusieurs communautés de pratiques (CdP) locales seront mises en place, chacune adaptée à une zone géographique spécifique. Ces CdP se concentreront principalement sur les aspects opérationnels et logistiques de la mise en œuvre du SÉBAA. En Ontario, les discussions pour le lancement des communautés de pratiques sont en cours, et leur mise en place est prévue au cours de l'automne 2025. Un guide de référence sera partagé pour encadrer leur fonctionnement. Purvi a insisté sur l'importance de la participation active des fournisseurs francophones à ces réunions locales, qui pourraient s'appuyer sur des structures déjà existantes, telles que les partenariats en immigration locale. Cette participation permettra d'assurer une représentation francophone forte dans la transformation du SÉBAA. Mise à jour sur les données des résidents permanents francophones Purvi a informé les participants que les données actualisées sur les résidents permanents francophones ne sont pas encore prêtes, mais devraient être disponibles dans les prochaines semaines. Ces informations seront partagées par courriel, sans attendre la prochaine rencontre. Elle a précisé que l'équipe nationale de la politique francophone travaille actuellement sur la création d'un tableau de bord interactif, qui sera publié régulièrement sur le site Web d'IRCC. Ce tableau de bord présentera des données actualisées sur les nouveaux arrivants francophones, ainsi que sur les taux d'utilisation des services financés. Purvi a également rappelé que plusieurs rapports, données et recherches sont déjà disponibles sur le site Web d'IRCC, dont le lien figure dans la présentation partagée.
Retour sur le Forum provincial des RIFO (Alain Dobi, RSIFCSO)	Alain Dobi (RSIFCSO) a présenté la synthèse du Forum provincial des RIFO, tenu à London les 10 et 11 juin 2025. L'événement a réuni plus de 190 participants et 40 intervenants autour de 16 activités, incluant une plénière d'ouverture, une soirée des CFA de l'Ontario, trois panels et douze ateliers thématiques.

	L'objectif du forum était de rassembler les acteurs clés de l'immigration francophone en Ontario, de favoriser le partage d'expériences, de renforcer les capacités des participants et d'explorer de nouvelles formes de collaboration pour bâtir des communautés francophones plus accueillantes et inclusives. Les discussions ont mis en évidence : • Le rôle essentiel de l'immigration dans la vitalité des communautés francophones ; • Le besoin d'une approche collaborative et d'une meilleure coordination des données entre IRCC et les RIFs. Parmi les recommandations principales, Alain Dobi a souligné : • Le développement de partenariats stratégiques basés sur une structure commune pour une offre de services intégrée ; • La valorisation du personnel par la création d'un environnement de travail positif malgré les charges élevées ; • La promotion du programme pilote pour les étudiants dans les communautés francophones ; • Le développement de l'accès au microcrédit pour soutenir le démarrage d'entreprises ; • Et le renforcement de la visibilité, de la capacité et de la reconnaissance des RIF, afin de bâtir une expertise crédible et adaptée aux réalités des communautés francophones.
Mise à jour sur la coordination nationale et provinciale des TÉE (IRCC)	Mise à jour sur la coordination nationale et provinciale des TÉE Lisette a présenté une mise à jour concernant la coordination nationale et régionale des TÉE. Elle a rappelé que les fournisseurs de TÉE en Ontario ont récemment reçu un courriel de la Francophonie canadienne plurielle (FRAP) concernant leur participation à la coordination nationale des TÉE. À la suite du message envoyé aux fournisseurs la semaine précédente, cette rencontre visait à clarifier les rôles respectifs entre la coordination nationale et régionale, ainsi que les prochaines étapes envisagées. Les principaux rôles et responsabilités du coordonnateur national ont été rappelés : • Collaborer avec l'organisme national de coordination de l'initiative SWIS (Settlement Workers in Schools) et les coordonnateurs régionaux des TÉE afin d'assurer une représentation cohérente des services à l'échelle du pays pour traiter les questions d'envergure nationale. • Développer des mécanismes de partage de pratiques exemplaires, de ressources et de matériel.

- Évaluer les besoins et établir des normes pour le perfectionnement professionnel des TÉE.
- Maintenir à jour la cartographie et le répertoire des services TÉE.

Dans ce modèle établi, le coordonnateur régional des TÉE en Ontario (COPA) est chargé d'interagir directement avec l'organisme national de coordination, la FRAP, au nom des organisations basées en Ontario.

Il a été recommandé à tous les fournisseurs TÉE de l'Ontario de continuer à travailler directement avec le COPA national dans le cadre de cette collaboration.

Enfin, Marie-Claude (COPA) a été remerciée pour sa présence et a présenté brièvement l'entente entre le COPA et IRCC, ainsi que le rôle du COPA dans la coordination nationale des TÉE.

Programme de coordination des TÉE et COPA national

Marie-Claude (COPA national) a présenté un survol complet du Centre d'orientation et de prévention des agressions (COPA national) ainsi que du programme provincial de coordination des Travailleurs et Travailleuses en établissement dans les écoles (TÉE).

Elle a rappelé que le COPA est né en 1995 sous l'égide du Centre de santé communautaire Hamilton-Wentworth-Niagara, avant de devenir en 2002 un organisme indépendant à but non lucratif. Depuis 2021, il porte le nom de COPA national et comprend deux volets distincts :

La prévention des agressions, axée sur la sensibilisation et la formation en milieu scolaire et communautaire (non financée par IRCC). La coordination provinciale du programme des TÉE, financée par IRCC.

Le programme des TÉE, mis en place en 2009, assure la coordination provinciale francophone en Ontario, en parallèle du programme anglophone SWIS (Settlement Workers in Schools). Il répond à des besoins propres à la communauté francophone, tant sur le plan linguistique que culturel.

Le COPA développe et met à jour de nombreuses ressources éducatives destinées aux TÉE, dont les guides pour les écoles élémentaires et secondaires, ainsi que les programmes de mentorat ANNA, JONA et BÉNA, qui permettent aux jeunes d'appuyer les nouveaux arrivants dans leur intégration scolaire et sociale.

L'organisation offre également des formations aux TÉE et aux fournisseurs de services sur des thèmes variés :

- Droits des enfants et prévention de la violence ;
- Lutte contre l'intimidation et les agressions ;
- Facteurs de vulnérabilité et rapports de pouvoir systémiques ;
- Conséquences des conflits armés et des traumatismes ;
- Notions de consentement libre, authentique et informé.

Le programme couvre aujourd'hui 11 régions de l'Ontario et regroupe environ 50 TÉE.
Une étude récente a mis en évidence des besoins similaires entre les TÉE et les travailleurs d'établissement, notamment en matière de formation en présentiel, de structure uniformisée et de soutien continu.

En conclusion, Marie-Claude a réaffirmé l'engagement du COPA national à offrir un appui solide aux TÉE grâce à une équipe dévouée et passionnée, qui travaille activement à la formation, à la concertation et à la production d'outils pédagogiques adaptés.

Elle a rappelé que la philosophie du COPA repose sur une approche cohérente fondée sur les droits des enfants à la sécurité, à la force et à la liberté, valeurs qui guident toutes ses interventions.

Les programmes utilisent des jeux de rôle et des outils interactifs pour renforcer la confiance, la résilience et l'empathie, favorisant un changement systémique au sein des écoles et des communautés. Marie-Claude a conclu en soulignant que la prévention passe par l'éducation et la mobilisation collective, et a annoncé la tenue prochaine d'une rencontre provinciale des TÉE.

À la suite des présentations de Lisette et Marie-Claude, une longue discussion a porté sur la coordination du travail des TÉE, des TÉ et les défis rencontrés dans les écoles francophones :

Échanges et clarifications – coordination nationale et provinciale des TÉE

France Vaillancourt (CSCHN) a félicité le COPA national pour son parcours remarquable et la solidité de son programme, soulignant la pertinence de son évolution depuis sa création au sein d'un centre de santé communautaire jusqu'à son rôle actuel de coordination provinciale.

Elle a toutefois soulevé une préoccupation à propos du courriel récemment envoyé par la Francophonie canadienne plurielle (FRAP), qui avait causé de la confusion parmi les fournisseurs de services francophones quant à la coordination nationale des TÉE.

En réponse, Christine (IRCC) a précisé que la situation avait été clarifiée avec l'équipe nationale responsable de l'entente entre IRCC et la FRAP.

Le même message a été relayé à la FRAP, en rappelant qu'il n'appartient pas à cet organisme de communiquer directement avec les fournisseurs en Ontario, la coordination provinciale étant déjà assurée par le COPA national.

Cette mise au point vise à éviter toute confusion future d'ici la conclusion de la nouvelle entente de financement.

Préoccupations concernant la disparition du programme PANA et la migration vers les écoles d'immersion

Yasmine a exprimé une vive inquiétude quant à l'avenir du programme des Travailleurs et Travailleuses en établissement (TÉE) à la suite de la disparition du programme PANA (Programme d'appui aux nouveaux arrivants) et du programme ALF, désormais remplacés par les catégories Élève nouvel arrivant (ENA) et Élève plurilingue dont la langue maternelle n'est pas le français (EPAS).

Elle a expliqué que cette réforme du ministère de l'Éducation entraîne une diminution des inscriptions dans les écoles francophones, plusieurs parents optant désormais pour les écoles anglophones, où le programme ISL demeure offert.

Cette situation crée des difficultés de référencement, puisque les écoles qui accueillaient auparavant les familles nouvellement arrivées ne réfèrent plus systématiquement les élèves vers les services des TÉE, faute de statut PANA.

Yasmine a également relevé une hausse de 28 % des inscriptions dans les écoles d'immersion, ce qui accentue la perte d'élèves francophones vers le réseau anglophone.

Elle a enfin mentionné que certaines tâches non prévues dans le mandat des TÉE, comme l'évaluation linguistique de la langue maternelle des élèves, sont désormais demandées par les comités d'admission, générant une confusion quant aux rôles et responsabilités des TÉE.

Christine (IRCC) a remercié Yasmine pour cette mise à jour et a indiqué ne pas avoir été informée de ces changements.

Elle a reconnu l'importance des enjeux soulevés et s'est engagée à soulever la question auprès de ses collègues provinciaux, notamment lors de sa prochaine rencontre avec son homologue de la province,

afin d'obtenir davantage d'informations et d'explorer une collaboration directe avec le ministère de l'Éducation, qui n'est actuellement pas partie prenante des ententes fédérales. Purvi a assuré qu'IRCC suivra ce dossier de près et cherchera à favoriser un dialogue entre les différents paliers gouvernementaux pour préserver la cohérence et la continuité des services d'établissement destinés aux élèves francophones.

Christine (IRCC) a appuyé les propos de Purvi, soulignant la nécessité de renforcer la communication entre les instances fédérales et provinciales pour anticiper les impacts de ces changements sur les nouveaux arrivants francophones et les services dans les écoles.

Clarification sur le rôle du FRAP dans la coordination des TÉE

Alain Dobi a souhaité confirmer le rôle de la FRAP (Francophonie canadienne plurielle) dans le cadre de son entente de contribution avec IRCC. Il a demandé si, selon le mandat officiel de l'organisme, celui-ci ne devrait pas entrer en contact direct avec les fournisseurs de services TÉE au niveau provincial. Christine a confirmé que, conformément à son mandat et à la structure de coordination actuelle, le FRAP ne doit pas interagir directement avec les fournisseurs TÉE en Ontario. Les échanges doivent plutôt transiter par la coordination provinciale, assurée par le COPA national en Ontario, afin de préserver la cohérence et la complémentarité des rôles entre les paliers provincial et national.

Accès des fournisseurs francophones aux écoles d'immersion

Élodie Grunerud (ANFOO) a soulevé une préoccupation concernant la présence croissante d'élèves francophones dans les écoles d'immersion, particulièrement dans le Nord-Ouest de l'Ontario, et l'importance d'y intégrer les familles nouvellement arrivées afin d'assurer une continuité linguistique et communautaire.

En réponse, Yasmine a expliqué que son organisme avait déposé une demande pour intervenir dans les écoles d'immersion lors du dernier appel de propositions, mais que l'IRCC exige une approbation spécifique "par demande", ce qui limite l'accès systématique des fournisseurs francophones à ces écoles.

Elle a souligné que cette contrainte réduit l'efficacité du référencement et la visibilité des services francophones, contrairement aux organismes anglophones (SWIS), qui disposent d'un accès plus direct.

Cette situation crée un déséquilibre d'accès : certains élèves francophones ou familles bilingues sont orientés vers des services anglophones au motif qu'ils parlent anglais, alors qu'ils demeurent admissibles aux services francophones et en bénéficieraient davantage.

Les participants ont donc invité IRCC à reconsidérer la modalité "par demande", afin de permettre une présence directe et continue des fournisseurs francophones dans les écoles d'immersion, favorisant ainsi une inclusion plus équitable et un meilleur référencement des nouveaux arrivants francophones.

En complément, Marie-Claude (COPA national) a rappelé un enjeu majeur lié à l'inscription des enfants francophones dans les écoles d'immersion : lorsque des parents inscrivent leurs enfants dans une école d'immersion ou une école anglophone, ils perdent leur droit à l'éducation en français, non seulement pour eux-mêmes, mais également pour leurs descendants.

Elle a souligné la nécessité d'informer clairement les familles sur cette réalité, car ce choix entraînera des répercussions à long terme sur les générations futures.

Marie-Claude a insisté sur l'importance que les travailleurs d'établissement (TÉE) et les organismes anglophones partenaires (SWIS) soient sensibilisés à cet enjeu, afin de transmettre le bon message lors de leurs accompagnements.

Elle a ajouté qu'il est beaucoup plus difficile de regagner un droit linguistique que de le préserver, et que l'IRCC a un rôle clé à jouer pour s'assurer que cette information soit intégrée dans la formation et les communications des partenaires du programme SWIS.

Appui au programme des Travailleurs en établissement (TÉ) et besoins en formation

France a réagi au propos de Marie-Claude (COPA national) concernant l'étude en cours sur les besoins des travailleurs en établissement (TÉ), exprimant un vif intérêt pour les conclusions préliminaires et les prochaines étapes du processus.

Elle a souligné que les besoins en formation, en orientation et en accompagnement apparaissent de façon évidente sur le terrain et a demandé à quoi s'attendre en termes de calendrier pour un éventuel appui du COPA.

Marie-Claude a précisé que l'étude est actuellement à l'étape d'ébauche : toutes les entrevues ont été réalisées et les données sont en cours de compilation.

Les résultats préliminaires démontrent un besoin urgent de formation, d'uniformisation et de soutien structuré pour les TÉ.

Elle a indiqué que la décision finale reviendra à IRCC, qui devra évaluer si cette étude justifie un financement additionnel pour la coordination provinciale des TÉ.

Marie-Claude a ajouté qu'elle plaiderait en ce sens, considérant l'importance et la complexité du travail accompli par les TÉ, souvent sans reconnaissance ni encadrement suffisant, notamment pour ceux œuvrant en milieu communautaire plutôt qu'en milieu scolaire.

Les échanges ont aussi mis en lumière la montée des enjeux de santé mentale — tant chez les nouveaux arrivants que chez les travailleurs eux-mêmes — et la nécessité d'intégrer cette dimension dans la formation et le soutien des TÉ et TÉÉ.

Défi de la rétention des familles francophones dans le système scolaire francophone

Monique Beaudoin (Centre de santé communautaire du Grand Sudbury) a partagé son expérience régionale concernant les choix scolaires des familles francophones.

Elle a observé qu'un nombre significatif de parents francophones inscrivent leurs enfants dans les écoles anglophones, principalement dans l'objectif de favoriser l'apprentissage de l'anglais.

Malgré les efforts déployés par les intervenants pour valoriser l'éducation en français et rappeler que les enfants apprennent également l'anglais dans le système francophone, plusieurs familles continuent de se tourner vers les écoles anglophones.

Cette situation crée une rupture dans le parcours d'immigration francophone, car les familles s'éloignent progressivement des services et des structures francophones.

Monique a exprimé son inquiétude quant à la pérennité du parcours d'intégration francophone, soulignant que, malgré la sensibilisation et les appuis offerts, le libre choix des parents reste un facteur déterminant difficile à contrer.

Enfin, elle a soulevé la question de la mise en œuvre du référencement entre les fournisseurs anglophones et francophones.

Elle a demandé s'il existait des mesures concrètes pour s'assurer que les organismes anglophones (notamment ceux du programme SWIS) réfèrent systématiquement les familles francophones vers les services d'établissement francophones (TÉÉ).

En réponse, Thomas Mercier (IRCC) a expliqué que les clauses de référencement figurent déjà dans les ententes de contribution avec les fournisseurs de services, ce qui couvre théoriquement cette obligation.

Cependant, il a reconnu qu'il serait pertinent de vérifier concrètement la mise en application sur le terrain, particulièrement dans les écoles d'immersion, où la distinction entre francophones et anglophones peut parfois être floue.

Serge (CCFL) a ensuite témoigné de son expérience positive : depuis l'introduction des clauses de référencement et des rapports narratifs annuels d'IRCC, son organisme a observé une augmentation significative des aiguillages provenant des fournisseurs anglophones.

Il a encouragé la poursuite de ce modèle, qui favorise une meilleure circulation des familles francophones vers les services appropriés.

Purvi Acharya (IRCC) a reconnu qu'il s'agit d'un travail continu. Elle a mentionné le Guide "Settling in French in Ontario", récemment conçu pour faciliter le référencement des fournisseurs anglophones vers les organismes francophones, ainsi que la création d'un organisme de coordination anglophone, le TNO, qui jouera désormais un rôle équivalent à celui du COPA pour les TÉE francophones.

Elle a indiqué qu'IRCC encouragera une collaboration étroite entre TNO et COPA, notamment dans les écoles d'immersion, afin d'assurer une meilleure complémentarité entre les programmes SWIS et TÉE.

Elle a ajouté que, lors de ses rencontres avec les travailleurs d'établissement anglophones, IRCC rappelle systématiquement l'importance de présenter aux familles l'option des écoles francophones et de réaliser les aiguillages appropriés lorsque cela s'applique.

Enfin, Marie-Claude (COPA national) a tenu à souligner que, malgré les progrès réalisés, la compréhension de l'offre active demeure encore incomplète.

Elle a donné un exemple issu de son expérience passée pour illustrer la tendance à présumer que la langue d'usage d'une personne détermine automatiquement la langue du service, ce qui peut priver des francophones de leur droit à des services dans leur langue.

Elle a insisté sur la nécessité d'un travail de sensibilisation en profondeur, notamment auprès des partenaires anglophones, afin que la notion d'offre active soit mieux comprise et appliquée dans tous les milieux.

Évolution des pratiques de référencement et offre de services bilingues

	Meryem Taleb (Centre francophone du Grand Toronto – CFGT) a partagé une observation issue du terrain concernant les pratiques de référencement entre les fournisseurs anglophones et francophones. Elle a expliqué qu’au cours de la dernière année, plusieurs organismes anglophones ont commencé à recruter du personnel bilingue ou francophone, afin de servir directement la clientèle francophone plutôt que de la référer vers les organismes francophones. Bien que cette évolution permette d’accroître la capacité bilingue des fournisseurs anglophones, elle a pour effet de réduire le nombre de référencement vers les organismes francophones et, par extension, de diminuer la fréquentation des écoles francophones. Meryem a souligné que cette tendance modifie l’équilibre prévu du modèle de services d’établissement, fondé sur la complémentarité des réseaux anglophones et francophones. Elle a insisté sur l’importance de préserver la cohérence du système de référencement, afin que les nouveaux arrivants francophones soient orientés vers des fournisseurs spécialisés capables de répondre à leurs besoins linguistiques et culturels spécifiques.
Varia : Enjeux et défis du terrain (tour de table)	Sous ce dernier point à l’ordre du jour, les participants ont été invités à partager les défis rencontrés sur le terrain. Marie-Pierre (CSC Mon Avenir) a soulevé une préoccupation importante liée au système iEDEC, qui limite actuellement la catégorisation des clients aux seules options « élève » ou « parent ». Elle a précisé que cette contrainte empêche de reconnaître le travail effectué auprès d’autres clientèles, comme les travailleurs qualifiés francophones employés dans le milieu scolaire ou les familles avec de jeunes enfants non scolarisés. Elle a demandé que cette limitation soit corrigée, estimant qu’elle ne reflète pas fidèlement la portée des services rendus par les TÉE et les organismes d’établissement. Christine Charbonneau a pris note de cette préoccupation et ont indiqué que l’équipe responsable du système iEDEC examinera les ajustements possibles pour mieux refléter la réalité des interventions sur le terrain. Frédéric Boulanger a attiré l’attention sur la nécessité de renforcer l’offre de formation linguistique, particulièrement dans les régions. Il a rappelé que, pour assurer la rétention des nouveaux arrivants francophones, favoriser leur

intégration socio-économique accélérée et leur permettre d'accéder à des carrières correspondant à leurs compétences, il est essentiel de leur offrir des cours d'anglais, idéalement jusqu'au niveau CLB 6.

Ces formations permettraient d'assurer une meilleure transition vers les études postsecondaires, tant en français qu'en anglais, et d'améliorer l'accès au marché du travail qualifié.

Frédéric a souligné que, dans certaines régions du Nord de l'Ontario, où les efforts d'attraction d'immigrants francophones sont importants, l'absence de cours d'anglais constitue un obstacle majeur à la rétention.

Il a donc souhaité s'assurer que ce dossier ne soit pas relégué au second plan (*back burner*) dans les priorités d'IRCC.

En réponse, Christine (IRCC) a confirmé que ce dossier demeure une priorité, précisant que les besoins en formation linguistique ont été largement exprimés par plusieurs organismes lors de ses visites sur le terrain au cours de l'été.

Elle a indiqué que le plan triennal des niveaux d'immigration serait annoncé le 1er novembre, et que celui-ci pourrait influencer les orientations futures en matière de financement et de services d'établissement.

Christine a également précisé que, malgré une réduction budgétaire de 15 % prévue sur les trois prochaines années, IRCC demeure engagé à optimiser l'utilisation des ressources dans un contexte budgétaire contraint, nécessitant des arbitrages.

Elle a mentionné qu'une consultation nationale a été amorcée par Catherine Scott, sous-ministre adjointe à IRCC, avec les principaux réseaux, dont OCASI, afin de prioriser les besoins et d'évaluer les composantes de programmes à renforcer ou à ajuster.

Enfin, elle a conclu en indiquant que les organismes recevront sous peu la présentation PowerPoint et un courriel explicatif précisant les prochaines étapes de cette démarche de consultation.

Yasmine est revenue sur la comptabilisation des clients uniques et des clients récurrents dans iEDEC, soulignant des incohérences perçues entre l'utilisation réelle des services et ce que reflètent les rapports. Elle a illustré que, dans certaines écoles, un élève qui fréquente régulièrement les services d'établissement demeure compté comme un seul client unique, sans prise en compte suffisante des retours multiples.

Elle a exprimé l'impact de cette situation sur le pilotage budgétaire, puisque des ratios fondés sur les clients uniques ne tiennent pas compte du volume réel de services rendus aux clients récurrents. Bien

	qu'elle salue les améliorations d'IEDEC depuis avril (rapports plus clairs), elle propose qu'une séance dédiée clarifie la logique de calcul et les attentes d'IRCC. Yasmine a également demandé des précisions officielles sur l'admissibilité des enfants de demandeurs d'asile dans les écoles (durée, conditions, cas de changements de statut), mentionnant un courriel d'IRCC indiquant qu'un pourcentage de clients n'était pas admissible au financement. Christine Charbonneau (IRCC) a reconnu la nécessité d'un échange approfondi et a jugé pertinent d'inviter l'équipe iEDEC pour une présentation complète à la prochaine rencontre (clients uniques vs récurrents). Elle vérifiera par ailleurs les règles d'admissibilité concernant les demandeurs d'asile et transmettra une réponse officielle par courriel aux participants.
Date de la prochaine rencontre et mot de la fin.	La rencontre s'est conclue à 11 h 30 après avoir parcouru l'ensemble de l'ordre du jour. Élise a remercié tous les participants pour leurs contributions constructives et a mentionné qu'un sondage sera envoyé prochainement afin de déterminer la date de la prochaine rencontre. Prenant la parole pour clore la séance, Christine Charbonneau a exprimé sa gratitude envers les partenaires pour la qualité des échanges et des réflexions partagées au cours de la réunion. Elle a souligné l'importance des conversations franches et honnêtes, qui permettent de mieux cerner les enjeux du terrain et d'orienter les actions futures. Christine a également insisté sur la nécessité de renforcer la collaboration entre les organismes francophones et anglophones, particulièrement en ce qui concerne l'aiguillage des clients vers les services les plus appropriés. Elle a reconnu les progrès réalisés dans ce domaine, tout en encourageant la poursuite des efforts collectifs pour consolider ces partenariats.

#	Organisme/institution/ministère	Nom et prénom	Titre
---	---------------------------------	---------------	-------

1	Centre communautaire francophone Windsor Essex Kent (CCF WEK)	Yasmine Joheir	Directrice générale associée
2	Centre Francophone du Grand Toronto (CFGT)	Aissa Nauthoo	Vice-présidente, Aide juridique, Emploi et Établissement
3	Centre Francophone du Grand Toronto (CFGT)	Françoise Magunira	Gestionnaire Senior des programmes aux nouveaux arrivants
4	Centre Francophone du Grand Toronto (CFGT)	Meryem Taleb	Directrice Programmes d'Immigration, Emploi et Logement
5	Collège Boréal	Frédéric Boulanger	Responsable des services d'immigration
6	Collège Boréal	Lorraine Hamilton	Gestionnaire de projets
7	Collège Boréal	Mathieu Berlaud	Gestionnaire en Immigration
8	Collège Boréal	Amira Eltouny	Gestionnaire en Immigration
9	Collège Boréal	Néda Mazhab Jafari	Gestionnaire en Immigration
10	Collège Boréal	Ines Bouguerra	Gestionnaire en Immigration
11	Collège Boréal	Jean-Marc Ngom	Gestionnaire en Immigration
12	Collège Boréal	Nesrine Bouasida	Gestionnaire en Immigration
13	Collège Boréal	Jerôme Rutagarama	Gestionnaire en Immigration
14	Centre d'Établissement, de Soutien et d'Orientation Communautaire (CESOC)	Mirela Dranca Brazeau	Gestionnaire du programme d'établissement
15	Centre d'Établissement, de Soutien et d'Orientation Communautaire (CESOC)	Jephtée Élysée	Directrice générale Associée
16	FrancoQueer	Nicolas Arnaud-Goddet	Gestionnaire des opérations
17	IRCC	Benjamin Walker	Gestionnaire - Secteur de l'établissement et des citoyens
18	IRCC	Chrisanthi Ballas	Agente bilingue de programmes d'intégration dans les régions de Hamilton - Kitchener, secteur d'établissement d'intégration francophone
19	IRCC	Christine Charbonneau	Directrice responsable d'établissement et de rétablissement
20	IRCC	Émile Nimpaye	Agent de programme – Réseau de l'établissement

21	IRCC	Marc-Andre Besnard	Superviseur par intérim, secteur d'établissement et des citoyens
22	IRCC	Purvi Acharya	Directrice adjointe pour des partenariats stratégiques - Réseaux d'établissement Ontario
23	IRCC	Wendy Tennant	Superviseure, équipe du PAR - Réseau de l'établissement
24	IRCC	Lisette Stubbins	Conseillère de programme\p.i , Réseau de l'établissement
25	IRCC	Qaseem Ludin	
26	IRCC	Adriana Dela Torre	
27	IRCC	Antoine Habumukiza	
28	IRCC	Efe Saydam	
29	IRCC	Erika Dickie	
30	IRCC	Michael Grisch	
31	IRCC	Najoua Rhaouti	
32	IRCC	Lisette Stubbins	Conseillère de programme\p.i , Réseau de l'établissement
33	IRCC	Esther Tauhid	
34	IRCC	Olutayo Kouadio	Agente de programme d'intégration
35	IRCC	Zaheer Dauwer	
36	IRCC	Sharyne Williams	Superviseur, Secteur de l'établissement et des citoyens
37	IRCC	Stefany C	
38	IRCC	Rezvan Abdollahi	
39	IRCC	Vinofa Muthulingam	
40	ITL	Jocelyne Marchand	Interprete
41	ITL	Gérard Bacouillard	Interprete
42	RIF du Centre-Sud-Ouest	Alain Dobi	Directeur du RSIFCSO
43	RIF du Centre-Sud-Ouest	Nabila Sissaoui	Coordonnatrice CFA
44	RIF de l'Est	Elise Edimo	Gestionnaire de programme
45	RIF de l'Est	Fred Standley Vincent	Coordonnateur P.I dossier Santé
46	RIF de l'Est	Lorverson Larose	Coordonnateur communications
47	RIF de l'Est	Cathérine St-Hilaire	Coordonnatrice RIF
48	RIF de l'Est	Latré Lawson	Agente de projet
49	RIF du Nord	Thomas Mercier	Coordonnateur du RSIFNO
50	RIF du Nord	Jean Paul Kalwahali	Agent de projet RSIFNO
51	CFA Hawkesbury	Aser Penda	Coordonnateur CFA
52	CFA Hawkesbury	Yves-Wilfried Makemta	Agent de projets
53	PAF Ottawa	Oualid Ouadila	Coordonnateur du PAF

54	Service d'établissement du Nord-Est de l'Ontario	Anthony Miron	Co-gestionnaire des Services d'établissement
55	Conseil des Organismes Francophones de la Région de Durham	Boluwa Massina	Directrice générale
56	ACFO SDG	Céline Baillargeon-Tardif	Directrice générale
57	La Cité	Géraldine Lefebvre	Directrice adjointe de La Cité des affaires
58	La Cité	Lamyae Bellaj Ansari	Gestionnaire des programmes socio-économiques
59	La Cité	France St Pierre	Gestionnaire de programmes pancanadiens
60	La Cité	Éric Brousseau	Directeur
61	CICAN	Gérard Ndayisenga	
62	Coopération intégration Canada (CICAN)	Wilfrid Bitchoka	Directeur général
63	Coopération intégration Canada (CICAN)	Gérard Ndayisenga	Coordination des programmes & Services Support
64	Centre de Services Communautaires Vanier	Jacqueline Muhorakeye	Gestionnaire, Services pour nouveaux arrivants
65	Centre de Services Communautaires Vanier	Helena Arruda	
66	La Maison	Wilhelmine Babua	Directrice générale
67	ACFOMI	Laurianne Montpetit	Directrice générale
68	Centre de Santé Communautaire du Grand Sudbury	Monique Beaudoin	Coordonnatrice des services d'immigration
69	La maison	Prescilla Magne	Coordonnatrice DIVI
70	CSC Mon Avenir	Marie-Pierre Daoust	
71	Centre de santé Communautaire de Hamilton/ Niagara	France Vaillancourt	Directrice générale
72	Centre de santé Communautaire de Hamilton/ Niagara	Sylvere Baransegeta	Directeur des services en immigration
73	Centre de santé Communautaire de Hamilton/Niagara	Erika Ermen	
74	ACFO Témiskaming	Kalyn Banks	
75	ACFO Témiskaming	Joline Rivard	
76	AFRY	Nolwenn Beschemin	
77		Christelle Katona	
78	MTIFDC/MLITSD	Asma Hamza	
79		Inoussa	
80	CCFL	Serge	
81		NamdarUmm	
82	COPA National	Marie-Claude	
83	La Clé	Christelle	
84	La Clé	XX	

